

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Henri Grethen, Vice-Président

## Ordre du jour

1. Communications
  2. Départ en retraite de deux membres du Greffe
  3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;  
5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée  
et  
5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national  
(Déclaration de recevabilité)
  4. Ordre du jour
  5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution
  6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis
  7. Heure de questions au Gouvernement
    - Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
    - Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
    - Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
    - Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
    - Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
    - Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
    - Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
    - Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
    - Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub> à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
    - Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
    - Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
    - Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
    - Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
  8. 5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000  
(Rapport de la Commission des Transports - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
  9. 5198 - Projet de loi portant
    1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement
    2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée
    3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée  
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
  10. 5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004 (Décision III/7)  
(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.
- (Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.  
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- Neen, Här President.

## 1. Communications

» M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, propositions de loi et de modification du Règlement de la Chambre, ainsi que les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5661** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 19 juillet 2004 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.12.2006

2) **5662** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections municipales en République d'Albanie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

3) **5663** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en République de Serbie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

4) **5664** - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.12.2006

5) **5665** - Projet de loi portant a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006; b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006; c) dérogation à l'article 7.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.01.2007

6) **5666** - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen et modifiant 1. la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées; 2. le Code du Travail

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.01.2007

7) **5667** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, le 09.01.2007

Mardi,  
30 janvier 2007

8) **5668** - Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

9) **5669** - Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

10) **5671** - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 22.01.2007

11) **5670** - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises (modifiée)

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.01.2007

3. Par lettre du 6 décembre 2006 Monsieur Gast Gibéryen a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet des corps des sapeurs-pompiers: Analyse de la situation actuelle et des défis majeurs résultant d'un environnement économique et social en mutation. Ébauche des initiatives politiques et législatives qui s'imposent.

4. En date du 9 janvier 2007, des utilisateurs du CR101 ont remis la pétition N°275 relative aux conditions de sécurité sur le CR101 menant de Mamer à Mersch.

En date du 15 janvier 2007 l'Association «Mënsche mat Muppen» a remis la pétition N°276 contre le projet de loi relatif aux chiens.

5. «Il faut mobiliser davantage nos Parlements, les inviter à suivre de très près ce que font nos Gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne.

Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle, nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour tabler sur les progrès réels dans un avenir proche.» Avec ces mots Monsieur Charles Goerens a terminé la discussion de son rapport sur «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil».

Les points principaux de ce rapport ont été:

1) Le sommet de Riga sur l'OTAN en novembre dernier, où a été discutée, entre autres, la situation en Afghanistan. En effet, une large partie de la population n'est pas prête à s'adapter aux exigences d'une société occidentalisée. Et il a précisé: «Il y va de la construction d'un État, de la stabilisation d'un pays, des avancées du rôle de la femme, de l'application d'un minimum des droits de l'Homme, de la personne humaine en général et de la femme en particulier. Il y va de la crédibilité de l'OTAN.»;

2) l'évolution de la PESD ainsi que l'affirmation de l'émancipation de l'indépendance et de l'autonomie de la responsabilité européenne;

3) les conséquences d'une nouvelle OTAN et d'une nouvelle UE;

4) les conséquences du changement de l'environnement sécuritaire dans le monde après le 11 septembre 2001;

5) l'importance capitale des liens entre la sécurité et vice-versa et

6) la pertinence du concept de la responsabilité de protéger.

À la deuxième partie de la 52<sup>e</sup> session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et par Monsieur le Député Charles Goerens, membre effectif, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Hauptert, membre suppléant; Mesdames les Députés Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que Monsieur le Député Jean Huss, Membres, s'étant excusés.

Lors de cette deuxième partie de session on a procédé pour la 53<sup>e</sup> session, qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2007, à la réélection de Monsieur Jean-Pierre Masseret comme Président de l'Assemblée ainsi que de Monsieur Marcel Glesener comme premier Vice-Président. Madame Anne Brasseur a également été reconduite dans son mandat de Vice-Président de la Commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le débat d'actualité de l'Assemblée: «Vers une situation durable pour le Moyen-Orient: un rôle pour l'Europe»;

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2007;

- les comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2005 - Rapport du Commissaire aux comptes et motion d'approbation des comptes définitifs pour l'année 2005;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2006;

- sécurité et stabilité en Asie centrale;

- les forces terrestres européennes dans les opérations d'intervention extérieure;

- la coopération transatlantique dans le domaine aéronautique: l'avion de combat F-35 Lightning II (joint strike fighter);

- les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'industrie aérospatiale en Ukraine - La coopération avec l'Europe;

- l'Assemblée de l'UEO: un outil pour les parlements nationaux et

- l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias.

En outre, l'assistance a pu suivre

au cours de la première séance de lundi:

- le discours de Monsieur Günter Gloser, Ministre délégué aux Affaires européennes, représentant la Présidence allemande de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe Occidentale;

- le discours de Monsieur Pertti Torstila, Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, représentant la Présidence finlandaise de l'Union européenne;

- la déclaration de Madame Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie et

- la présentation du sommet tenu par l'OTAN à Riga par Monsieur Zoltan Nagy, chef de la Section Affaires OTAN multilatérales et régionales (Division Affaires politiques et politique de sécurité), siège de l'OTAN, Bruxelles, représentant le Secrétaire général de l'OTAN, Monsieur Jaap de Hoop Scheffer

et

au cours de la huitième séance de mercredi matin le discours

- de Monsieur André Flahaut, Ministre de la Défense nationale de Belgique, représentant la Présidence belge de l'UEO.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette deuxième partie de sa 52<sup>e</sup> session deux directives, deux résolutions et dix recommandations au Conseil.

6. Par lettre du 21 décembre 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 29 au 30 novembre 2006:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relative à la conclusion de l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Cap-Vert;

- résolution sur l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne;

- résolution sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne;

- résolution sur les progrès enregistrés par l'UE dans la création d'un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

- résolution sur la situation des personnes handicapées dans l'Union européenne élargie: plan d'action européen 2006-2007;

- résolution sur «Passons à la vitesse supérieure: créer une Europe de l'esprit d'entreprise et de la croissance».

## 2. Départ en retraite de deux membres du Greffe

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass zwou Dammen, déi beim Greffe vun der Chamber ugestallt waren, an hir wuelverdengte Pensioun gaange sinn. Et handelt sech dobäi ëm d'Madame Jeanne Thoss, déi zënter 1974 hiren Déngscht am Compte rendu verricht huet, an ëm d'Madame Josette Tock-Weyland, déi vun 1995 u während de Sitzungsperioden d'Cafeteria gefouert huet.

Am Numm vun der Chamber wëll ech deenen zwou Damme Merci soe fir hir Aarbecht a wënschen hinnen an Ärem Numm vill Gléck an hirem neie Liewensofschnëtt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Une voix.** - Bravo.

## 3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

## 5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

## 5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

### Déclaration de recevabilité

» **M. le Président.** - D'Chamber ass operuff iwwert d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi ze befanne bei deenen d'Präsidentekonferenz sech positiv geäussert huet. Dat sinn d'Propositions de loi, déi ech virdrun opgezielt hunn, vum honorabelen Här Grethen a vun der honorabelen Madame Anne Brasseur: déi eng iwwert d'Cour des Comptes, déi aner iwwert d'Wahlgesetz an nach eng iwwert d'Gesetz vum Referendum.

Ass d'Chamber domat averstanen déi Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

## 4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer:

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann en Ofkommen iwwert den internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Bei dësem Projet de loi muss mat enger qualifizierter Majoritéit, nom Artikel 114 vun der Verfassung, ofgestëmmt ginn. De Vote par procuration ass net erlaabt;

- duerno hu mer e Projet, wou et sech ëm eng Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt handelt

- a schlussendlech fir haut de Mëtten eng Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo.

Muer sti folgend Punkten um Ordre du jour:

- d'Interpellatioun vum Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole

- an de Projet de loi 5612 iwwert d'Berufschamberen.

Iwwermuer evakuéiert d'Regierung:

- d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg;

- dann hu mer de Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore

- an uschléissend nach d'Naturalisatiounen.

Wat elo den Ordre du jour vu muer de Mëtten ubelaangt ass et esou, dass den zoustänneg Minister bei dem Projet 5612 iwwert d'Berufschamberen, den Här Wiseler, contrainant Terminer huet an dofir stellt d'Fro sech, vu datt et e Projet ass, deen nëmme ganz kuerz Zäit an Usproch hält - ech denken, dass mer an enger Véirelstonn dee Projet kënnten iwwert d'Bühn kréien -, ob een deen, wann den Här Wagner d'accord wär, da géinge mer dee Projet um hallwer dräi un d'Rei huelen. Deen ass virun dräi Auer faerdeg an da kéimt Dir duerno mat Ärer Interpellatioun drun?

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Kee Problem, Här President.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Kulanz vis-à-vis vun de Contrainté vun der Regierung. Da maahe mer dat muer de Mëtten esou.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeänerten Ordre du jour d'accord?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Selbstverständlich.

(Assentiment)

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann ass et esou décidéiert.

Elo hu verschidde Leit mech d'Wuert gefrot. Den honorabelen Här Meyers.

## 5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Juli am Numm vun der Verfassungskommissioun eng Ofännerung vum Artikel 10 proposéiert, déi virgesäit, dass den Artikel 10 vun der Verfassung soll ofgeschaf ginn. Deen Artikel gesäit vir, dass d'Naturalisatiounen duerch d'Chamber gemaach ginn. An deem neie Gesetz iwwert d'Nationalitéit soll dat awer geschéien iwwer e Verwaltungswee, wat eng zousätzlech juristeschech Sécuritét och fir d'Demandeure vun der Nationalitéit mat sech bréngt, do-duerch, dass se Recours maache kënnen.

Elo gesäit awer den Artikel 9 vun der Verfassung vir, dass déi Recoursé beim Tribunal civil gemaach ginn. Mir sinn awer der Meinung, souwuel d'Verfassungskommissioun wéi och déi juristeschech Commissioun, dass et besser ass déi Recoursé beim Verwaltungsgericht ze maachen. Dofir muss also och den Artikel 9 vun der Verfassung ofgeännert ginn, an ech kann am Numm vun der Verfassungskommissioun hei eng Proposition de loi an deem Sënn deponéieren.

- Proposition de révision N°5672 de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwisen, no-deems datt se vun der Präsidentekonferenz begutacht ginn ass an hir Recevabilitéit festgestallt ginn ass.

Den Här Bodry.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och eng Proposition de loi hei deponéieren am Numm vun der Commissioun vun den Institutionen a vun der Verfassungsrevisioun.

Et handelt sech ëm d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Dee géing politesch Parteien an de Verfassungstext verankeren. Dat sinn Diskussiounen, déi eigentlech zënter laange Joren a besonnesch zënter 2001 ganz intensiv gefouert gi sinn a wou mer eis an der zoustänneger Commissioun op en Text gëeenegt hunn. Ech géinge also da proposéieren, dass am Numm vun där Commissioun en neien Artikel 32bis géinge erakommen an de Kapitel iwwert d'Puissance souveraine an eiser Verfassung, mat folgendem Wuertlaut: «Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.»

- Proposition de révision N°5673 portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Och do gëtt d'Recevabilitéit geprüeft an da geet d'Proposition de révision un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Den Här Marcel Oberweis huet d'Wuert gefrot.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis

**M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst